

- que sur deux exercices successifs, plusieurs voix ont plaidé dans l'entourage du ministre des Finances pour une application immédiate. Depuis, plus de nouvelles.

Mais voilà qu'en pleine séquence de réchauffement des relations entre l'exécutif et le patronat, l'Elysée pourrait sous l'impulsion d'Emmanuel Macron à nouveau changer son fusil d'épaule. Selon nos informations, la rétroactivité de la taxe a finalement été abandonnée. La taxe devrait être acquittée par les entreprises sur les revenus versés en 2014 et 2015, et donc perçue en 2016. « Cela aurait le mérite de transformer une mesure punitive en une mesure d'incitation à la modération salariale pour les entreprises », commente un avocat fiscaliste.

L'Elysée serait même prêt à aller plus loin. Alors que Bruxelles a, selon plusieurs sources,

réduite, serait en négociations dans les couloirs du « Château ». Le taux de 75 % restera quant à lui bien évidemment inchangé. A l'Elysée, on se refuse pour l'instant à tout commentaire, sans démentir l'information. Les derniers arbitrages ne sont pas encore rendus et le sujet reste extrêmement sensible politiquement, alors que l'alignement de la majorité donne de plus en plus de la voix pour rééquilibrer les mesures en faveur du pouvoir d'achat des salariés, comme l'a illustré le récent débat sur le retour de la déqualification des heures supplémentaires. Le projet de loi de finances pour 2014 doit quant à lui être transmis au Haut conseil pour les finances publiques vendredi 13. Tout rapport avec des pratiques supérieures seraient pure coïncidence.

Raphaël Legendre  
@LEGENRA

## Le patron d'EDF milite pour une diminution de la part de l'Etat dans son capital. Celui d'Aéroports de Paris est plus prudent

# La modernisation de l'Etat actionnaire aigüise les appétits

### Entreprises publiques

Delphine Batho affirme son hostilité à une privatisation partielle d'EDF, pour laquelle Henri Proglgio milite en coulisses. L'état des finances publiques et les besoins du gouvernement pour financer ses projets donnent plus de poids aux arguments du patron d'EDF.

Renaud Belleville

Il y a un mois, le gouvernement redonnait espoir à certains patrons d'entreprises publiques en mettant à l'ordre du jour la modernisation du rôle de l'Etat actionnaire et une gestion plus active de ses participations. Une nouvelle orientation qu'éclairait indirectement le pavé jeté dans la mare, jeudi, par Delphine Batho dans le *Nouvel Observateur*. L'ancienne ministre de l'Ecologie et de l'Energie affirme sans ambages : « J'étais contre une privatisation partielle d'EDF et j'ai fait savoir depuis le mois de mai que je ne l'accepterais pas. Je voulais que ces rumeurs insistantes soient démenties clairement. D'ailleurs que le président d'EDF ne se prive pas de les alimenter. » Aucun démenti ne vint jamais.

La démission forcée de la ministre, début juillet, a dû mettre du baume au cœur d'Henri Proglgio. D'autant que le PDG d'EDF connaît bien son successeur, Philippe Martin, qu'il a côtoyé au milieu des années 1980, quand ce « fabiusien » dirigeait les relations extérieures du pôle immobilier de la Générale des eaux, dont Proglgio était un baron. Le patron du

### La participation immédiate cessible par l'Etat a une valeur de 5,6 milliards d'euros

champion nucléaire, mis à l'index par le candidat François Hollande, qui envisageait clairement son limogeage pendant la campagne présidentielle, avait déjà sauvé sa tête grâce à ses réseaux, qui s'étendent jusqu'au président socialiste de l'Assemblée nationale. Le dégage-ment de l'horizon au niveau de sa tutelle pourrait lui permettre d'aller plus loin. Comme il aura 65 ans en avril prochain et que son mandat à la tête d'EDF arrive à échéance dans un an, son lobbying peut apparaître « désintéressé ». En fait, si la part des investisseurs dans le capital est plus importante, Henri Proglgio aura plus de poids pour réclamer une contrepartie au coût de fermeture de la centrale de Fessenheim.

Parallèlement, le cours d'EDF a repris des couleurs. Aidé à la fois par des performances opérationnelles meilleures que prévu et par la décision de l'Etat d'accepter une double hausse des tarifs de l'électricité de 5 % cet été et 5 % l'été prochain. Même si c'est inférieur aux 15 % que suggérait la Commission de régulation de l'énergie, ce bond de 10 % a favorablement impressionné les investisseurs. L'action EDF affiche ainsi une hausse de 51 % depuis le début

### Télécoms

C'est la course chez JPMorgan Chase & Co. C'est même l'urgence : la banque doit aider BlackBerry à trouver un repreneur à l'occasion d'une procédure de cession accélérée. Le mécanisme adopté : une vente aux enchères. Mais son intérêt réside dans le nombre d'intéressés...

Hugo Sedouramane

Pendant que Sony joue l'une de ses dernières cartes pour faire son come-back dans le marché des smartphones avec le Xperia Z1, présenté jeudi au salon IFA de Berlin, BlackBerry poursuit son projet de cession. Il s'apparente à ce qui pourrait ressembler à une humiliation économique. Ne trouvant pas de repreneur dans la mesure où aucun intéressé ne s'est manifesté agressivement, la firme canadienne envisage une procédure d'enchères accélérée afin d'être rachetée au plus vite, selon le *Wall Street Journal*. L'échéance est fixée à novembre et intervient après la décision du conseil d'administration de la société il y a quelques semaines « d'explorer des alternatives stratégiques » pour la société, dont les parts de marché à l'international sont tombées, selon le cabinet Gartner, à 3,3 %, derrière le système d'exploitation de Microsoft, Windows Phone. Autant dire que la société est en moins bonne santé que Nokia, qui vient de céder sa division mobile et son capital technologique à Microsoft pour 7,2 milliards de dollars.

Le Finlandais, malgré ses importantes difficultés financières, a relativement su remonter la pente : les parts de marché de terminaux sous Windows Phone, dont 80 % sont des No-

## Toujours optimiste, le duo de choc socialiste prend la défense des PME innovantes et fustige l'obsession du « cost killing »

# Berger et Rabault rêvent d'une France conquérante

### Gauche

Les deux députés socialistes publient à nouveau un livre résolument optimiste. Dans *La France contre-attaque*, elles veulent en finir avec la rente financière et encourager la prise de risque et l'innovation. En tenant un discours... très à gauche.

Irène Inchauspé

Alain Minc avait la mondialisation heureuse, Karine Berger et Valérie Rabault l'ont conquérante. Plus optimistes que jamais, les deux députées socialistes, l'une (Rabault) vice-présidente de la commission des Finances, l'autre (Berger), secrétaire nationale du Parti socialiste à l'économie, avaient déjà écrit, en 2011, *Les Trente glorieuses sont devant nous*.

Elles récidivent donc dans *La France contre-attaque*, expliquant qu'il faut « faire confiance à la nouvelle génération qui, à la tête du pays et des PME pionnières du XXI<sup>e</sup> siècle, est prête à lancer et à piloter un tournant de la politique économique. »

Il faut vraiment croire en la bonne étoile de la France pour imaginer, malgré notre dette colossale, notre chômage massif, notre compétitivité déclinante, notre zigzag fiscal permanent, que notre pays puisse garder la tête haute dans le chaudron de la mondialisation. La solution pour cela, nous expliquent les deux auteurs, consiste à lutter contre la rente financière pour promouvoir l'innovation. La rente financière ? Celle exploitée par les grands groupes dirigés par une « élite » incapable d'expliquer comment elle crée de la valeur tant elle est obsédée par la dernière ligne du compte de résultat, selon les deux députées. Voilà donc les grands méchants du CAC 40 opposés aux courageux patrons de PME. Un brin caricatural, et sans doute pas très opérationnel.

@renaudbelville

kia, ont grimpé de plus de 77 % en douze mois, selon le cabinet IDC. Celles des terminaux BlackBerry ont, elles, chuté de 11,7 %.

Le dernier smartphone de BlackBerry avait pourtant tout pour séduire, sauf son prix. Annoncé en janvier 2013, le BlackBerry Z10 avait abandonné son clavier pour ressembler à l'iPhone. Mais avec un handicap certain : un système d'exploitation propriétaire qui a historiquement séduit les grands comptes. Or même ces derniers s'orientent davantage vers ceux d'Apple et de Google. La spécificité de BlackBerry, à savoir cibler un marché très « business », n'en est donc plus une. Et le grand public n'a pas non plus pris le virage, malgré des spécificités dignes d'un Samsung Galaxy SIII.

Un savoir-faire valorisable. Qui pourrait donc racheter cette société dont le titre ne vaut plus qu'une poignée de dollars ? La capitalisation boursière de BlackBerry s'élève à un peu plus de 5,6 milliards de dollars. Elle était de 83 milliards en juin 2008, puis de 13,6 milliards trois ans plus tard. Les analystes avaient donc déjà abandonné tout espoir. Pire que Nokia. Une prime à la casse est d'ailleurs peu envisageable, mais comme Nokia, la société dispose d'un savoir-faire qui reste valorisable. Cela pourrait intéresser des fabricants chinois comme Huawei, mais la firme a indiqué qu'elle n'était pas intéressée. Lenovo n'a quant à lui pas fait part d'une aussi forte réticence. En fait, il est possible que la société soit rachetée en pièces détachées, ce qui ferait intervenir plusieurs acquéreurs. Des fonds d'investissement comme Canada Pension Plan Investment Board Capital ou Bain Capital vont étudier le dossier. Ce qu'ils souhaiteraient en faire reste un mystère.

@indixit

Le coût du travail ? Ce n'est pas un problème, affirmant-elles, s'opposant ainsi à Pierre Moscovici. De toute façon, ce n'est pas la peine de se battre sur ce terrain-là, car nous serons toujours défaits par des compétiteurs plus forts que nous. Elles dénoncent ainsi « l'obsession paresseuse des coûts de production » et les suppressions d'emplois, par exemple chez Peugeot, Air France et Sanofi. Jean-Luc Mélenchon ne dirait sans doute pas mieux ! Valérie Rabault et Karine Berger proposent de nombreuses mesures pour aider les PME, notamment de réserver le crédit d'impôt recherche aux TPE, PME et ETI, de moduler le taux d'imposition en fonction du réinvestissement dans la société ; de créer une agence opérationnelle de protection intellectuelle pour que les petites entreprises ne se fassent pas voler leurs bonnes idées...

Miser sur les énergies renouvelables. L'énergie figure parmi les secteurs prioritaires. Pour les auteurs, qui encouragent la prise de risque, le fait que la France interdise la recherche sur le gaz de schiste ne pose aucun problème, puisqu'il s'agit de mettre le paquet sur les énergies renouvelables, dont on sait pourtant qu'elles coûtent très cher et ne produisent pas les effets d'entraînement escomptés. Pour leur plan de bataille, Valérie Rabault et Karine Berger estiment que 60 milliards d'euros seraient nécessaires. Bien sûr, la France ne pourra gagner seule ; il faut donc que les pays européens unissent leurs forces. On voudrait y croire, mais il suffit de regarder le champ de ruines qu'est devenue la politique énergétique européenne pour en douter. « Peut mieux faire », pourraient écrire sur la copie rendue par ces deux esprits brillants, ayant sévis dans le monde de l'entreprise, contrairement à la quasi-totalité des ministres.

@tinchauspé